

COUP DE FILET DANS LES MILIEUX ISLAMISTES

«Au lendemain de l'enterrement de Merah, est-ce une coïncidence ?»

Une opération coup-de-poing a eu lieu vendredi matin et s'est soldée par l'arrestation de 19 personnes dans plusieurs villes de France. Ces personnes sont soupçonnées d'appartenir au groupe djihadiste Forsane El Izza, dissous depuis le 29 février 2012 (voir Soir d'Algérie du 3 mars) par Claude Guéant, le ministre de l'Intérieur. Aucun lien avec l'affaire Merah, a clamé une source proche du dossier, alors que cette vague d'arrestations a eu lieu une semaine à peine après les tueries de Toulouse, comme elle est intervenue après les vives critiques sur le laxisme et l'incompétence qui ont caractérisé le service français sur l'affaire de Montauban et Toulouse.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

La vague d'arrestations a été menée par la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) et la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), vendredi matin, dans plusieurs villes de France, notamment à Toulouse et à Nantes, et a été précédée par des perquisitions de domiciles.

Les 19 personnes arrêtées sont soupçonnées d'appartenir à Forsane El Izza, groupe djihadiste frappé de dissolution depuis le 29 février dernier. Dans le domicile de leur leader, Mohamed Achamlane, qui s'est affublé du nom de «Abou Hamza», de nombreuses armes — 3 kalachnikovs, un pistolet automatique Glock et une grenade — ont été saisies. Comment se fait-il que c'est seulement maintenant, après que des hommes politiques de l'opposition ou de simples citoyens se soient élevés contre ce qu'ils considèrent pour le moins comme un laxisme des services dans l'affaire Merah

que l'on déploie aujourd'hui les moyens nécessaires pour neutraliser, avant leurs forfaits, les groupes fichés et connus.

A cette interrogation, Nicolas Sarkozy a répondu sur Europe 1 vendredi matin que ce coup de filet n'était pas lié simplement à «une forme d'islamisme radical» et prévient : «Ce type d'opérations continueront et permettront d'expulser du territoire national des gens qui n'ont rien à y faire.» La question du jour reste lancinante : comment se fait-il que tout d'un coup, au lendemain de l'enterrement de Merah, l'on s'intéresse aux membres de ce groupe, alors que sa dissolution en février dernier procédait du soupçon de la police que cette organisation propageait une «théorie de la lutte armée pour des motifs religieux ; qu'ils prônent l'instauration en France du califat et l'application de la Charia», remettant ainsi en cause «le régime démocratique et les principes fondamentaux de la République».

Comme nous l'évoquions dans notre édition du 3 mars dernier, des déclarations de Forsane El Izza que nous avons extra-



Photo : DF

ites de leur site internet, à l'époque non encore fermé, étaient on ne peut plus déterminées et l'appel au recrutement djihadiste on ne peut plus clair : «Notre organisation prend de l'ampleur et nous avons besoin de main-d'œuvre fissaillillah. Nous recherchons toutes sortes de compétences mais surtout des soldats. Donc si vous appréciez les sports de combat et êtes capables d'intervenir rapidement lorsqu'on vous sollicitera, alors votre profil nous correspond, inch'Allah.» Si avec de telles déclarations on a laissé faire, l'on ne peut décemment pas se plaindre d'actes terroristes aussi ignobles que ceux de Montauban et Toulouse, alors même que l'imam de Drancy, Hassen Chalghoumi — avait averti, au lendemain même de la tuerie des trois militaires de Montauban, que cela pouvait être le fait de «Forsane El

Izza». Toutes ces tergiversations dans les affaires de terrorisme sont du pain bénit pour Marine le Pen qui bombait le torse vendredi matin en déclarant : «Je vous avais bien dit...» et qui exigeait en même temps dans un communiqué, la dissolution de l'Union des organisations islamiques de France, UOIF, et l'interdiction de son congrès du 6 au 9 avril comme chaque année au Bourget avec la bénédiction du pouvoir. Sur ce dernier point, les musulmans de France qui pratiquent leur religion dans les règles strictes de la laïcité, comme tous les laïcs de culture musulmane, n'ont pas attendu la Marine pour dénoncer les activités souterraines de l'UOIF, une organisation fondamentaliste plus proche des terroristes que des musulmans qu'elle prétend représenter.

K. B.-A.

MERAH INSTALLE L'EUROPE SUR SES MAUVAIS FONDAMENTAUX

Bruxelles et les mahométans

De notre bureau de
Bruxelles, Aziouz Mokhtari

L'Europe revient par les tueries de Toulouse-Montauban à ses mauvais fondamentaux, à sa face lugubre, pas bonne du tout...

Dieu protège les mahométans !

En quelques jours, l'Europe, déjà avant pas en très bonne santé, crise économique énorme, taux de chômage extraordinairement élevé, une construction européenne déglinguée, des pays entiers mis sous surveillance budgétaire avec débarquement sans appel de gouvernements élus, ceux de la Grèce et de l'Italie, a vu son état se dégrader davantage. Mohamed Merah de Montauban-Toulouse, le tueur en série, a fait monter de plusieurs crans les sentiments homophobes et anti-immigration, notamment sahélo-Maghrébine, à l'affût du moindre prétexte, de la moindre fourberie pour monter à la surface et s'y installer, durablement, connus en France, Belgique, Allemagne, Espagne, Italie, Luxembourg et un peu partout, dans le Vieux Continent, jusque et y compris dans des contrées qui n'ont jamais côtoyé ni islam, ni immigré d'origine «musulmane».

Selon les «normes» actuelles des médias lourds européens, on peut, dorénavant, parler et écrire «d'origine musulmane» ou même «d'origine islamique». Sans qu'une quelconque autorité, chargée de l'éthique, de la déontologie ou même anti-raciste, ne vienne mettre les mises au point qui s'imposent. En France, et jusqu'au jour d'aujourd'hui, l'on continue d'évoquer «l'origine algérienne» de Mohamed Merah. Les rappels incessants de notre ami Maamar Farah dans son Bonjour quotidien n'ont pas

inversé la tendance raciste lourde et, sans doute, décidée en haut lieu, dans les sphères politico-médiatico-financières. En Belgique francophone, le silence est presque identique. Mohamed Merah est un assassin, certes français, on le reconnaît à peine, du bout des lèvres ou en plume rapide, mais c'est un Algérien d'origine. Musulman de surcroît. Pour certains «analystes», il est «izla-

mique», même plus islamique. On n'est, tout de même, chez les mahométans, on peut se permettre des variations quand même.

En Union européenne, donc, l'islamophobie est un plat qui va être servi pour encore une longue, une très longue période.

Mohamed Merah a redonné espoir pour l'élection présidentielle à N. Sarkozy, repêché Marine Le Pen

MALI

L'Afrique de l'Ouest lance un ultimatum de 72 heures à la junte

L'Afrique de l'Ouest a lancé jeudi un ultimatum de 72 heures à la junte au pouvoir au Mali depuis le 22 mars, brandissant la menace d'un embargo diplomatique et financier faute d'un retour à l'ordre constitutionnel après la chute du président Amadou Toumani Touré.

Le même jour, la rébellion touareg a lancé une attaque sur la ville stratégique de Kidal, dans le nord-est du Mali, région où elle a déjà pris plusieurs localités depuis la mi-janvier.

Une délégation de chefs d'Etat de la Cédéao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) conduite par son président en exercice, l'Ivoirien Alassane Ouattara, était attendue jeudi à Bamako pour une rencontre avec la junte et son chef, le capitaine Amadou Sanogo.

Mais à la suite d'une brève manifestation de partisans des putschistes sur le tarmac de l'aéroport, les chefs d'Etat ont annulé leur venue.

Autour de M. Ouattara se sont retrouvés pour une réunion d'urgence à Abidjan les présidents Blaise Compaoré (Burkina), médiateur dans

la crise, Thomas Boni Yayi (Bénin), Ellen Johnson Sirleaf (Liberia) et Mahamadou Issoufou (Niger).

Après un après-midi de discussions à huis clos à l'aéroport de la capitale économique ivoirienne, ils ont menacé le Mali d'«un embargo diplomatique et financier» sans retour à l'ordre constitutionnel «dans un délai maximum de 72 heures», soit lundi «au plus tard», a déclaré le président de la Commission de la Cédéao, Kadré Désiré Ouédraogo.

Les sanctions incluent une interdiction de voyager et un gel des avoirs dans la région pour les membres de la junte.

Surtout, elles visent à une asphyxie de ce pays très pauvre et enclavé, avec la fermeture des frontières, la fermeture de l'accès aux ports des pays côtiers de la zone et un gel des comptes du Mali à la Banque centrale ouest-africaine (BCEAO).

Les Etats-Unis se sont dits «déçus» d'apprendre que les dirigeants ouest-africains n'aient pas pu rencontrer les putschistes.

Autre signe de la montée de la ten-

tion : au moment où étaient attendus les chefs d'Etat au Mali, des incidents ont éclaté entre partisans et adversaires de la junte au QG du front anti-putschistes à Bamako. «Il y a trois blessés graves», a-t-on appris de source hospitalière.

En outre, cinq journalistes, dont trois étrangers, ont été interpellés à Bamako par des militaires et conduits au quartier général de la junte, avant d'être libérés, a-t-on appris de sources concordantes.

En sommet à Abidjan mardi, les dirigeants de la Cédéao, qui ont suspendu le Mali de l'organisation, avaient décidé d'envoyer cette délégation pour trouver une issue à la crise née du putsch contre le président Amadou Toumani Touré (ATT), renversé à quelques semaines de la présidentielle du 29 avril.

Selon Djibrill Bassolé, le ministre burkinabè des Affaires étrangères, la Cédéao travaille sur un compromis consistant en une «transition» dirigée par Dioncounda Traoré, président de l'Assemblée nationale dissoute par la junte.

SÉCHERESSE

AU SAHEL

Les Etats-Unis verseront 120 millions de dollars supplémentaires

Les Etats-Unis verseront 120 millions de dollars d'aide supplémentaire au Sahel afin de prévenir la famine dans cette région d'Afrique de l'Ouest touchée par la sécheresse, a indiqué, jeudi, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton.

En février, les Nations unies avaient appelé à fournir 725 millions de dollars d'aide d'urgence au Sahel, dernière région d'Afrique à être touchée par le manque de nourriture après la famine qui a frappé la Somalie en 2011 faisant des dizaines de milliers de morts.

Le Sahel —qui comprend le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger— est durement touché par la sécheresse, ainsi qu'une envolée des prix alimentaires et une série de conflits régionaux. La chef de la diplomatie américaine a déclaré que les Etats-Unis faisaient une telle contribution «pour répondre aux besoins actuels (dans cette partie du monde), y compris la protection et l'assistance aux réfugiés, et pour prévenir une situation potentiellement bien plus grave» qu'elle ne l'est à présent.

Après cette annonce, l'aide humanitaire totale des Etats-Unis à destination du Sahel s'élève à environ 200 millions de dollars pour l'exercice budgétaire en cours, a précisé M^{me} Clinton dans un communiqué.

Cette décision intervient après que les Etats-Unis eurent annoncé qu'ils suspendaient leur aide non-humanitaire au Mali, à la suite de la rébellion de soldats armés contre le pouvoir en place la semaine dernière.